

Synthèse régionale

La reprise économique se poursuit en Île-de-France en 2016

Éric Bonnefoi, Séverine Kolodziej, Insee Île-de-France, Service études et diffusion

Dans un contexte national plus favorable, l'activité économique francilienne progresse.

Progression de l'emploi francilien et légère baisse du chômage

Avec 54 000 créations nettes en 2016, l'emploi salarié francilien accélère par rapport à 2015 et augmente de 1,3 %, comme en France métropolitaine. Dans la région, le secteur tertiaire marchand progresse de 1,7 % (+ 2,0 % en France métropolitaine), demeurant ainsi le principal moteur de l'emploi grâce notamment aux activités liées à l'information et à la communication. Le secteur de l'intérim gagne plus de 11 000 postes (+ 12,6 %). Les effectifs continuent en revanche de diminuer dans le secteur de l'industrie (- 1,0 %) alors que l'emploi se stabilise dans le secteur de la construction (+ 0,2 %) malgré une activité très dynamique.

Pour la première fois depuis 2008, le nombre de demandeurs d'emploi diminue légèrement en Île-de-France : - 0,2 % pour les catégories A, B, C (immédiatement disponibles) et - 2,0 % pour la seule catégorie A (sans aucune activité). Cette diminution s'explique notamment par la mise en œuvre du plan « 500 000 formations supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi ». Ce plan a conduit à des transferts de demandeurs d'emploi en particulier de la catégorie A vers la catégorie D (demandeurs d'emploi en formation). Pour les catégories A, B et C, la baisse s'accroît chez les moins de 25 ans tandis que la situation se dégrade encore pour les seniors.

Le taux de chômage francilien diminue de 0,2 point en un an (figure 1), comme en France métropolitaine et s'élève à 8,6 % de la population active au quatrième trimestre 2016 (9,7 % en France métropolitaine).

Le nombre de foyers allocataires franciliens percevant le RSA socle baisse de 4,3 % en un an. En 2016, cette prestation est versée à 321 300 foyers couvrant 632 600 personnes, soit 5,3 % de la population francilienne.

Des créations d'entreprises en hausse et des défaillances en baisse

Entre 2015 et 2016, les créations d'entreprises augmentent de 12,9 % en Île-de-France,

à un rythme plus soutenu qu'en France métropolitaine (+ 5,6 %). Cette hausse est portée par l'ensemble des catégories juridiques, y compris celle de micro-entrepreneur, alors que ce statut est moins attractif dans les autres régions.

En 2016, le nombre de défaillances d'entreprises baisse de 2,8 % en Île-de-France et de 8,1 % en France métropolitaine.

Une très bonne année pour la construction et la commercialisation de logements neufs

Depuis 2015, la reprise de l'activité se confirme nettement dans le secteur de la construction de logements. En 2016, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région est en hausse de 21,4 % contre 14,8 % au niveau national. Pour la première fois depuis 40 ans, les ouvertures de chantiers de logements dépassent la barre des 70 000. La hausse annuelle s'élève à 14,7 % (contre + 12,3 % en France métropolitaine).

Les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction continuent de progresser en Île-de-France par rapport aux douze mois précédents (+ 6,3 % contre + 2,6 % en France métropolitaine).

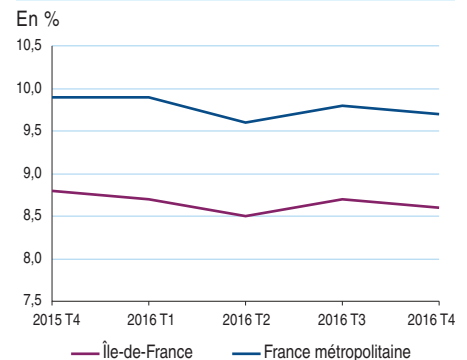
Les transactions commerciales de logements neufs sont très dynamiques en 2016.

Les réservations de logements s'établissent à un niveau record : 33 000 logements neufs, soit une hausse de 30 % par rapport à 2015.

Une fréquentation touristique en berne

Malgré une amélioration en fin d'année, la fréquentation hôtelière en Île-de-France est en repli de 7,2 % en 2016 en termes de nuitées dans un contexte marqué par les attentats (figure 2). Cela s'explique essentiellement par une désaffection de la clientèle étrangère (- 10,9 % pour les nuitées). Paris est le territoire le plus concerné par le repli de l'activité hôtelière dans la région. ■

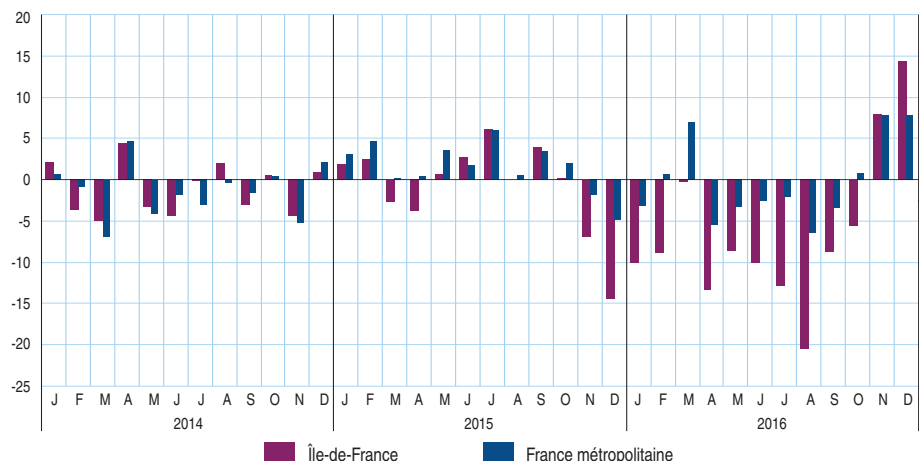
1 Évolution trimestrielle du taux de chômage entre fin 2015 et fin 2016



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Évolution du nombre de nuitées hôtelières

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

Cadrage national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie. Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur

investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 3).

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour - 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

L'emploi total accélère

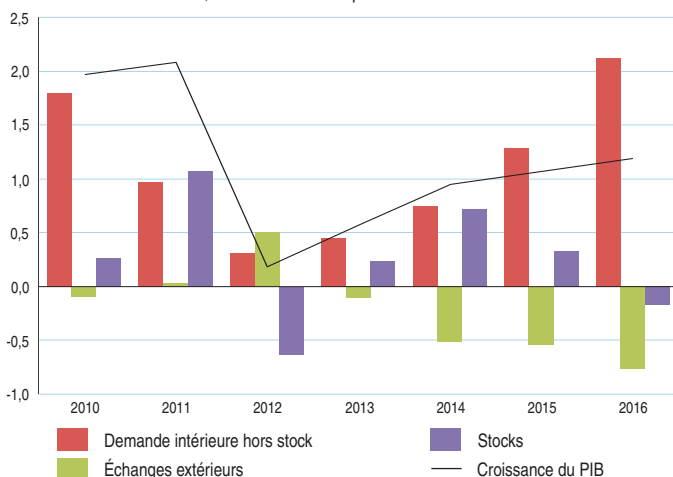
L'emploi total accélère : + 215 000 sur un an fin 2016, après + 121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 99 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (figure 4). ■

3 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises

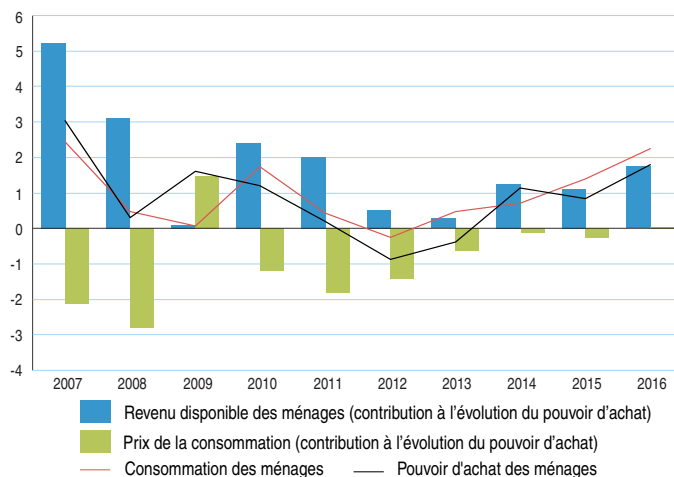
Variation annuelle en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

4 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage

Variations annuelles en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.